

Effets de la Privatisation sur la Productivité des Entreprises Publiques au Cameroun.

Yves Patrice Etogo Nyaga¹

Abstract

The purpose of this article is to analyze the effects of privatization on the productivity of public enterprises in Cameroon. Statistical tests and the econometric model SUR (Seemingly Unrelated Regression) are used. The results show a mixed impact of privatization on firm productivity. In terms of static or level effects of privatization, the comparison of the productivity indices of the years -3, 0 and +3 of privatization revealed an improvement in these indices over time and in terms of average and median. However, this improvement is significant and only 10% in the confrontation of the extreme years -3 and +3. In terms of dynamic effects, although the impact of privatization is positive for 7 out of 9 companies, only 4 out of 9 companies witnessed a positive and significant effect of privatization on productivity.

Keywords: Privatization, productivity, static effect, dynamic effect.

Classification JEL : D43 ; H54 ; L33 ; O25

1. Introduction

Les entreprises publiques ont démontré leur inefficience à travers le monde (Boycko *et al.*, 1996). Ceci est notamment dû au fait qu'elles sont sous l'emprise des décideurs politiques qui leur imposent des choix politiques dans le but d'une réélection. C'est dans ce cadre que s'inscrivent par exemple pour ces entreprises, des embauches injustifiées ou des investissements sans fondement économique. Seulement, le débat sur l'efficacité de la privatisation dans les pays en voie de développement est loin d'être clos² (Foch, 2014). Les effets supposés positifs de la privatisation en l'occurrence sur la productivité des entreprises ne sont pas toujours confirmés (Bozec, 2004), si bien qu'une entreprise publique soumise à la concurrence pourrait avoir les mêmes performances en matière de productivité (ou dans un autre domaine) qu'une firme privée.

En Afrique, de façon globale, des années après les indépendances et postérieurement à l'euphorie relative à la création des grandes « sociétés nationales », l'on a connu une désillusion dans la plupart des Etats. En effet, l'on a dû affronter la redistribution à tendance populiste des Etats poussée à l'extrême, ainsi que le gaspillage des capitaux publics et la mauvaise gestion des ressources de la collectivité (Sanni Yayi, 2005). Au Cameroun en particulier, les entreprises publiques n'ont pas été épargnées par le mouvement de dégradation de productivité qu'a connu le secteur industriel camerounais de façon générale. Ce ratio³ a chuté de 25,07% en 1988/1989 à 16,83% en 1992/1993 pour l'ensemble du secteur industriel camerounais (Touna Mama, 1998). Ce rapport s'est d'ailleurs retrouvé à des niveaux plus faibles dans des secteurs plus réservés aux monopoles publics comme celui de l'électricité, gaz et eau⁴ dans lequel le ratio a été de 9,65%. Cette tendance à la baisse de la productivité des entreprises publiques a fait suite à une allocation continue des subventions et autres transferts publics.

¹ Université de Ngaoundéré-Cameroun, Faculté de Sciences Economiques et de Gestion, B.P.: 454, Ngaoundéré, Cameroun. E-mail : etogo_nyaga@yahoo.fr

² Au Cameroun par exemple, l'actualité du débat est encore réaffirmée par la décision pour l'Etat de remettre dans le giron public, certaines entreprises jadis privatisées comme la CDE (Camerounaise Des Eaux) qui a été reprise par l'Etat le 30 avril 2018, sous le nom de CAMWATER (Cameroon Water Utilities).

³ La productivité est considérée dans ce cadre comme le rapport « valeur ajoutée/immobilisation brute » (Touna Mama, 1998).

⁴ Parmi les trois branches en question, celle du gaz est toutefois la plus ouverte à la concurrence au Cameroun.

Ladite allocation a contribué aussi bien à une mauvaise affectation des ressources qu'à une aggravation des déficits budgétaires⁵ (Touna Mama, 1996). Ceci aura contribué à la privatisation de nombre d'entreprises publiques. Au demeurant, sur le plan des effets de la privatisation sur la productivité de l'entreprise, nombre de théories postulent une influence positive de la privatisation (théorie de l'X-efficiency, théorie des coûts de transaction, théorie des choix publics). L'entreprise publique apparaît comme étant source d'inefficience et de surcoûts à cause, entre autres, de la rigidité de sa structure, de son processus de prise de décision inadapté, des cercles vicieux bureaucratiques qui la minent et lui imposent une délégation onéreuse de pouvoir.

Cependant, la confrontation des théories précédemment évoquées aux faits aboutit à des conclusions plutôt ambiguës. Les études empiriques ne permettent pas en effet de confirmer la théorie. La privatisation n'améliore pas forcément la productivité comme le postule la théorie (Okten et Arin, 2006 ; Bozec, 2004). Cette ambiguïté née de la divergence entre théorie et études empiriques est renforcée par une divergence au niveau spécifique des dernières (C'est-à-dire au niveau spécifique des études empiriques). En fonction de leurs conclusions, les analyses empiriques peuvent être classées en trois catégories. Ainsi, alors que certaines études aboutissent à la conclusion selon laquelle la privatisation améliore la productivité (Staub *et al.*, 2010 ; Nakane et Weintraub, 2005), d'autres travaux montrent que la privatisation n'a pas d'effet sur la productivité (Berthélemy *et al.*, 2004 ; Boubakri et Cosset, 1998), et de surcroît, une troisième série d'analyses conclut que les entreprises publiques ont d'ailleurs une meilleure productivité que leurs homologues du privé (Bhattacharyya *et al.*, 1995; Hjalmarsson et Veiderpass, 1992 ; Hausman et Neufeld, 1991).

De ce fait, les effets de la privatisation sur la productivité restent réellement ambigus et incertains. Du reste, les études n'instruisent pas suffisamment sur l'état de la question dans un pays comme le Cameroun. Aussi, l'objectif du présent article est d'analyser les effets de la privatisation sur la productivité des entreprises publiques au Cameroun. Une telle analyse présente au moins un triple intérêt. Dans un premier temps, elle concerne des entreprises qui ont eu et continuent d'avoir un poids important dans l'économie camerounaise, puisque l'on retrouve généralement parmi ces sociétés des opérateurs historiques en position dominante principalement dans les secteurs de service public et des infrastructures. En réalité, le rôle d'instruments de développement joué par ces entreprises autrefois, demeure à ce jour dans la mesure où elles concentrent, entre autres, de lourdes infrastructures dont le fonctionnement reste vital pour l'économie camerounaise. De ce fait, analyser certains aspects des effets de la privatisation sur ce fonctionnement pour mieux les appréhender paraît utile et opportun. La présente étude se donne l'ambition de procéder à une telle analyse.

Dans un second temps, le caractère inachevé du processus de privatisation offre l'opportunité aux acteurs, et en particulier l'Etat, les entreprises et les consommateurs, de s'inscrire dans une logique du "*learning by doing*" (Arrow, 1962), dans laquelle ils peuvent tirer les leçons des expériences passées pour mieux aborder l'avenir. La présente étude procède de cette recherche des voies et moyens qui pourraient permettre de mieux mener le processus de privatisation en anticipant sur les contraintes et les défis à relever. Dans un troisième temps, l'insistance particulière du présent article sur les effets de la privatisation sur la productivité permet d'entrer au cœur d'un des plus gros reproches faits aux entreprises publiques à savoir les gaspillages des ressources. En l'occurrence, à la veille du démarrage du processus de privatisation au Cameroun⁶, le montant annuel moyen des subventions directes de l'Etat aux entreprises publiques a tourné autour de 150 milliards de FCFA, soit 20 à 25 % des budgets annuels de l'Etat (Bekolo, 1995), alors que la dette desdites entreprises a culminé à 732 milliards (Tsafack-Nanfosso, 2004). Il s'agit donc ici, de mieux saisir les effets et la portée de la privatisation sur une source de dissipation colossale des ressources publiques.

Le reste du papier se structure de la façon suivante : à la suite de la présente section qui constitue l'introduction, la section 2 propose une revue de la littérature, la section 3 présente les données et méthodologie adoptées, et la section 4, les résultats. La section 5 quant à elle conclut l'analyse.

2. Revue de la Littérature

Les effets de la privatisation sur la productivité ont été abordés dans la littérature à la fois sur le plan théorique (2.1) et sur le plan empirique (2.2).

⁵ Le déficit budgétaire a par exemple atteint le montant record de 508 milliards de FCFA au cours de l'exercice 1986/1987, soit 11,8% du PIB. A titre de rappel, 1 € = 655, 957 FCFA.

⁶ La promulgation de l'ordonnance N° 90/004 du 22 juin 1990 qui pose les fondements des privatisations camerounaises marque le lancement officiel de ce processus.

2.1 Littérature théorique sur les effets de la privatisation sur la productivité

Pour la théorie de l'*X – efficiency* (Leibenstein, 1966), une entreprise publique ayant des caractéristiques techniques similaires à d'autres firmes plutôt privées, aura une productivité plus faible que ces autres firmes. Cette faible productivité est due au fonctionnement interne de l'entreprise (manque d'incitation à réduire les coûts), mais aussi aux pressions qui sont exercées par les politiques sur les dirigeants des entreprises publiques. Le comportement des politiques est également abordé dans le cadre de la théorie du *public choice* (Buckanan et Tullock, 1962) qui considère que les politiques et les bureaucrates ne recherchent que leurs propres intérêts au détriment de ceux de la communauté. Ainsi, dans la recherche d'une réélection, ils prennent même des décisions qui affectent négativement les performances des entreprises publiques, à l'exemple des embauches non justifiées ou des investissements non rentables (Boycko *et al.*, 1996).

La recherche des intérêts personnels plutôt que ceux des propriétaires de la firme (la communauté en l'occurrence⁷) est en outre analysée à travers la théorie de l'agence (Jensen et Meckling, 1976) et celle des droits de propriétés (Demsetz, 1967 ; Alchian, 1965). En effet, les « agents » c'est-à-dire les managers des firmes publiques (comme privées d'ailleurs) cherchent la maximisation de leurs intérêts personnels plutôt que ceux des « principaux » c'est-à-dire les propriétaires (la communauté ou les entrepreneurs privés). Cependant, ce comportement opportuniste des managers est amoindri dans le cadre des entreprises privées dans la mesure où il existe non seulement un marché des droits de propriétés qui permet au propriétaire de revendre l'entreprise si ses performances sont non satisfaisantes, mais aussi une menace de faillite de la firme, de rachat de la firme ou de remplacement du manager incompetent.

Aussi, la théorie des organisations met en évidence les caractéristiques avantageuses pour la firme privée entre autres en termes d'incitations et de mécanismes de contrôle (Villalonga, 2000), mais aussi en termes : de définition des objectifs (qui ne sont pas corrompus par des desseins politiques dans la sphère privée), de structure organisationnelle (qui est souple et réactive dans le privé), de la communication ou la force de travail que l'on peut réaménager à souhait dans les firmes privées.

2.2 Littérature empirique sur les effets de la privatisation sur la productivité

L'analyse des effets de la privatisation sur la productivité s'inscrit dans le grand champ de celui de l'impact de la privatisation sur la performance de façon générale. A ce niveau, les études procèdent globalement selon deux approches :

- les tests synchroniques, c'est-à-dire la comparaison de la performance des entreprises publiques et des entreprises privées/privatisées. On a par exemple ici, dans le domaine de la collecte des ordures ou la distribution de l'eau (Baily et Pack, 1995), dans celui de l'électricité (Hausman et Neufeld, 1991).
- les tests historiques, c'est-à-dire la comparaison de la performance d'avant et d'après privatisation (Alexandre et Charreaux, 2004 ; Villalonga, 2000).

De façon globale, les études ne se prononcent pas sur l'impact positif ou non de la privatisation sur la performance en général ou sur la productivité en particulier (Alexandre et Charreaux, 2004 ; Villalonga, 2000 ; Megginson *et al.*, 1994).

3. Méthodologie et données

3.1 Méthodologie

A la suite d'Ehrlich *et al.* (1994), de Villalonga (2000) ou d'Alexandre et Charreaux (2004), dans la présente étude, les méthodes d'évaluation ont pour objectif de saisir les effets statiques (effets de court terme) et dynamiques (effets de long terme)⁸ des privatisations de sociétés camerounaises sur leur productivité.

3.1.1 Analyse des effets de court terme à travers les tests non-paramétriques de Wilcoxon

Ces tests sont appliqués sous deux variantes :

⁷ Mais ça peut aussi être un entrepreneur privé.

⁸ Bien que le long terme reste ici une période relativement limitée à savoir 7 ans, ladite durée a été adoptée par d'autres études (Alexandre et Charreaux, 2004 ; Boubakri et Cosset, 1998 ; Megginson *et al.*, 1994) et pour les mêmes raisons de difficultés d'accès à des données s'étalant sur des périodes plus longues.

- la première compare les deux séries des moyennes des indices de productivité de la période anté- et de la période post-privatisation. Lesdites moyennes sont calculées pour des périodes de trois années : les trois années précédant la privatisation, ainsi que les trois années suivant la privatisation ;
- la deuxième compare les indices de productivité : premièrement des années extrêmes - 3 et + 3 (c'est-à-dire qu'il y a opposition de l'année - 3 d'avant la privatisation, qui intervient elle-même en l'année 0, à l'année + 3 d'après privatisation) ; deuxièmement des années - 3 et 0 (période de pré-privatisation) et troisièmement des années 0 et + 3 (période de post-privatisation).

Cette deuxième variante du test de Wilcoxon permet de savoir si les changements sont opérés avant la privatisation, après la privatisation ou progressivement au cours des sept années couvertes. De cette façon, on peut mettre en évidence même de façon grossière, une amorce de la dynamique de l'impact de la privatisation sur la productivité. Cependant, le test n'est appliqué qu'à une entreprise fictive issue de l'agrégation des indices de productivité des entreprises du panel. Les résultats ne sont donc pas obtenus entreprise par entreprise, d'où la nécessité de prolonger cette étude par la méthode SUR (Alexandre et Charreaux, 2004 ; Villalonga, 2000 ; Zellner, 1962).

3.1.2 Analyse des effets de long terme à l'aide du modèle économétrique SUR (Seemingly Unrelated Regression)

Il s'agit de mesurer les taux d'accroissement de l'indicateur de productivité après la privatisation. L'indicateur adopté est un indice composite intégrant d'une part des éléments de la Productivité Totale des Facteurs (PTF), en l'occurrence un dénominateur constitué des coûts des facteurs capital et travail, et d'autre part des éléments de la Productivité Globale des Facteurs (PGF), en l'occurrence un numérateur constitué de la production en valeur qui est ici le chiffre d'affaires⁹. La prise en compte simultanée des deux facteurs traditionnels de production – capital et travail

– permet notamment:

- d'éviter le biais induit par la productivité apparente d'un seul facteur qui attribue de façon fictive un résultat à un seul des éléments, travail ou capital, l'autre (ou les autres)¹⁰ étant ignoré (s) ;
- d'échapper à l'illusion d'une amélioration éventuelle de la productivité sur la base de l'évolution du seul facteur travail.

La forme du modèle est spécifiée ci-dessous :

$$\Pi_{it} = \alpha_i + \beta_{1i} T_{it} + \beta_{2i} P_{it} + \beta_{3i} TP_{it} + \gamma_1 \text{cycle}_{it} + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

Où l'on a :

- Π_{it} : l'indice de productivité de la firme i à l'année t ;
- T_{it} : le temps t pour la firme i (valeurs allant de 1 à 7 pour les sept ans considérés pour chaque entreprise) ;
- P_{it} : une variable muette de privatisation qui prend la valeur 1 pour les années de gestion privée et 0 pour la période de gestion publique de l'entreprise i ;
- TP_{it} : une variable exprimant l'interaction des deux variables précédentes ;
- cycle_{it} : le taux de croissance du PIB à l'année t pour la firme i .

L'on devrait remarquer que les effets du cycle économique sur la performance de l'entreprise en général et donc sur la productivité en particulier sont identiques pour toutes les entreprises : à l'instar de Villalonga (2000), l'hypothèse est faite que la variable "cycle" échappe au contrôle des firmes¹¹.

⁹ Alors que l'indice adopté ici est le rapport du chiffre d'affaires et du coût des facteurs capital et travail, la Productivité Totale des Facteurs est souvent présentée comme le rapport entre le volume de la valeur ajoutée et le volume des facteurs capital et travail. La Productivité Globale des Facteurs quant à elle est le rapport entre d'une part la production et d'autre part le volume des facteurs capital et travail auquel sont ajoutées les consommations intermédiaires. Plus de détails sont présentés par Arena et al. (1991), tableau 2, p. 527.

¹⁰ Dans l'hypothèse où il y a d'autres facteurs que le travail et le capital.

¹¹ Le nombre relativement faible des firmes de l'échantillon nous amène à ne pas remplacer la constante par une variable transformée égale à l'écart par rapport à la moyenne de l'échantillon, selon la pratique observée dans l'estimation des modèles à effets fixes sur des échantillons qui ont plutôt une grande taille. Notre démarche s'inspire notamment des travaux d'Alexandre et Charreaux (2004) et Villalonga (2000).

En revanche, les effets des variables T, P, TP sont particuliers à chaque entreprise¹² et sont considérés comme étant fixes¹³. Les coefficients de la variable P de privatisation donnent la possibilité de mesurer et de tester, pour chaque entreprise, l'effet de la privatisation. Les coefficients de la variable TP offrent l'opportunité de mesurer et de tester l'effet sur l'accroissement de l'indice de productivité dans la période de gestion privée (c'est-à-dire sur quatre années à savoir, l'année de la privatisation et les trois années suivantes pour chaque entreprise).

Compte tenu du caractère à la fois transversal et temporel des données, la régression dont les détails économétriques figurent à l'annexe, porte sur 63 observations (soit 9 entreprises considérées chacune sur sept ans).

3.2 Données

Les données concernent neuf¹⁴ entreprises camerounaises privatisées à savoir : la SCDM (Société Camerounaise De Métallurgie), AES-SONEL¹⁵ (Applied Energy Services-Société Nationale d'Electricité du Cameroun), la CAMSHIP (Cameroon Shipping lines), la CHOCOCAM (Chocolaterie Confiserie Camerounaise), la SEPBC (Société d'Exploitation des Parcs à Bois du Cameroun), HEVECAM (Hévéas du Cameroun), la SN-COCAM (Société Nouvelle de Contreplaqués du Cameroun), la SOCAPALM (Société Camerounaise des Palmeraies), la CAMRAIL (Cameroon Railways).

Ces données de panel ont été recueillies auprès de l'INS (Institut National de la Statistique). Les observations concernent, pour chaque entreprise, la production moyenne¹⁶ : premièrement de l'année de privatisation, deuxièmement de chacune des trois années précédant la privatisation et troisièmement de chacune des trois années qui suivent la privatisation. L'ensemble constitue ainsi pour chaque société, des données qui couvrent une période de sept ans, l'année de la privatisation étant l'année centrale. Aussi, la longueur de la période adoptée nous a été imposée par les données disponibles.

L'on pourrait relativiser la portée de la présente analyse, dans la mesure où elle intègre précisément des périodes anté- et post-privatisation qui imposent toutes un changement de comportement à l'entreprise. Cependant, deux raisons au moins motivent une telle analyse :

- la première repose sur le fait qu'en dépit de l'influence supposée de la privatisation sur les activités des sociétés dans les périodes voisines de la cession (périodes anté- et post-privatisation), le sens dans lequel cette influence s'opère n'est pas acquis à l'avance ;
- la deuxième concerne le fait que la méthode d'analyse adoptée ici permet de capter jusqu'à un certain degré, l'importance des changements apportés par la privatisation. D'où d'ailleurs l'existence d'analyses similaires à celle de la présente étude (Okten et Arin, 2006 ; Alexandre et Charreaux, 2004 ; Villalonga, 2000 ; Megginson *et al.*, 1994).

De manière globale, les entreprises étudiées relèvent :

¹² Cette spécification est issue du test de Chow qui a conduit à rejeter et à un seuil de 1%, l'hypothèse que le coefficient de pente de même que les coefficients des variables T, P, TP sont identiques pour l'ensemble des firmes étudiées. Les valeurs calculées (de la statistique pour le test) sont de 32,248 pour la constante, 27,616 pour T, 12,239 pour P, 14,199 pour TP.

¹³ Tout comme Alexandre et Charreaux (2004) ou Villalonga (2000), l'on considère ici que les effets sont fixes plutôt qu'aléatoires et pour les mêmes motifs : **1/** Les effets aléatoires supposent que l'échantillon soit tiré de façon aléatoire d'une population beaucoup plus large et dont on cherche à estimer les paramètres. Or le mode de sélection des entreprises du présent échantillon, basé prioritairement sur la disponibilité des données conduit à rejeter cette hypothèse. **2/** De même, le modèle à erreurs composées nécessite que non seulement les effets individuels soient aléatoires, mais aussi qu'il y ait indépendance entre ces effets et les variables explicatives. Or, aucune raison économique ne permet a priori d'accepter cette hypothèse forte.

¹⁴ Au-delà du fait que ce nombre est imposé par la disponibilité des données, selon Etogo Nyaga (2013), le nombre de sociétés privatisées en 2013 étaient de 24 et certaines de ces sociétés à l'exemple de la SOFIBEL (Société Forestière et Industrielle de Belabo) ont cessé de fonctionner après leur privatisation, d'autres comme la CDE (Camerounaises de Eaux) ont été réintroduites dans le giron de l'Etat. De même, d'autres sociétés encore comme la CAMTEL-MOBILE (Cameroon Telecommunications-Mobile) ont eu une vocation à être privatisées dès leur création. Ceci a rendu la période de gestion étatique de la société très courte et inférieure à la durée de trois ans requise pour la présente étude. Tous ces éléments font qu'il n'y a qu'une vingtaine d'entreprises privatisées en fonctionnement.

¹⁵ Anciennement appelé SONEL (Société Nationale d'Electricité du Cameroun), et aujourd'hui nommée ENEO (Energy of Cameroon).

¹⁶ Il s'agit de l'indice composite présenté précédemment.

- du secteur primaire¹⁷ avec notamment HEVECAM et la SOCAPALM, respectivement dans le cadre de l'hévéaculture et de la culture du palmier à huile¹⁸;
- du secteur secondaire avec la transformation agro-alimentaire pour ce qui est de la CHOCOCAM, la transformation du bois pour la SN-COCAM¹⁹, la métallurgie pour la SCDM, l'électricité pour ce qui est de AES-SONEL²⁰ ;
- du secteur tertiaire avec le transport ferroviaire dans le cas de la CAMRAIL²¹, le transport maritime pour ce qui est de la CAMSHIP. La SEPBC quant à elle s'occupe du stockage et de la mise à disposition du bois aux différents points d'exportation maritime (principalement au niveau des ports autonomes de Douala et de Kribi).

4. Résultats et interprétation :

Ils concernent aussi bien les effets statiques de la privatisation (4.1) que les effets dynamiques (4.2).

4.1 Les effets statiques de la privatisation

Ils sont saisis à travers deux variantes du test de Wilcoxon.

4.1.1 Première variante du test de Wilcoxon

Le tableau 1 présente les médianes et moyennes calculées à partir des séries de moyennes des indices de productivité des trois années précédant la privatisation (colonne 2), puis des trois années suivant la privatisation (colonne 3). La quatrième colonne indique la probabilité de rejet à tort de l'hypothèse nulle d'une égalité de médianes (ou de moyennes) d'avant et d'après privatisation.

Tableau 1 : Résultats de la première variante du test de Wilcoxon

Indice de productivité	Médiane (Moyenne) Avant	Médiane (Moyenne) Après	Probabilité de différence de médiane ²²
CA / (Coût des facteurs travail et capital)	1,792 (1,870)	2,744 (2,654)	0,427

Source : A partir des données de l'INS.

L'observation des seuls chiffres bruts fait croire que la privatisation aurait une influence positive sur la productivité des entreprises camerounaises. L'indicateur de productivité s'améliore en effet aussi bien en termes de médiane que de moyenne entre les périodes d'avant et d'après privatisation. La médiane s'améliore en effet de près d'un point d'indice et la moyenne de près de 0,8 point. Cependant, l'analyse de la significativité du test nous amène à nuancer la portée de ces améliorations. L'on ne peut en réalité pas rejeter l'hypothèse nulle d'égalité de médianes (ou de moyennes), même à un seuil de 10%.

4.1.2 Deuxième variante du test de Wilcoxon

A travers le tableau 2, de l'année -3 à l'année +3, en passant par l'année 0, l'indice de productivité s'améliore aussi bien sur le plan de la médiane que sur celui de la moyenne.

¹⁷ La répartition des secteurs d'activité est basée sur la nomenclature adoptée par Touna Mama (2008).

¹⁸ Cependant, le classement de la SOCAPALM dans le secteur primaire est effectué pour des raisons de simplification, car en réalité, cette société effectue en outre à un certain degré, une transformation des produits du palmier à huile.

¹⁹ Autrefois appelée COCAM.

²⁰ Autrefois appelée SONEL.

²¹ Autrefois appelée REGIFERCAM.

²² De façon plus générale, le test est considéré comme étant celui de différence de la caractéristique de tendance centrale. Pour ce test, les caractéristiques de tendance centrale généralement utilisées à titre d'illustration sont la médiane ou la moyenne.

Tableau 2 : Résultats de la deuxième variante du test de Wilcoxon

Indice de productivité	Médiane (Moyenne) en -3	Médiane (Moyenne) en 0	Médiane (Moyenne) en +3	Probabilité de différence de médiane -3/+3	Probabilité de différence de médiane -3/0	Probabilité de différence de médiane 0/+3
CA / (Coût des facteurs travail et capital)	1,589 (1,693)	2,005 (2,171)	2,927 (3,142)	0,077	0,480	0,377

Source : A partir des données de l'INS.

En tout état de cause, et à l'image du constat précédemment fait avec la première variante du test de Wilcoxon, les améliorations de productivité relevées dans le passage des années -3 à +3 en transitant par l'année 0, devraient une fois de plus être relativisées. En réalité, le seul progrès significatif enregistré et à un seuil de 10% est celui se rapportant à la comparaison des indices des années extrêmes -3/+3.

En somme, les effets statiques – ou de niveau – de la privatisation en matière de productivité sont peu significatifs. Ces résultats peuvent paraître surprenants, au regard des vertus présupposées de la privatisation, mais restent comparables à ceux observés dans des études similaires portant sur des échantillons tant internationaux (Boubakri et Cosset, 1998 ; Ehrlich et al., 1994) que nationaux (Sanni Yaya, 2005 ; Alexandre et Charreaux, 2004). La durée de gestion privée influe sur les effets de la privatisation, de sorte qu'il n'est pas toujours aisé de percevoir des changements significatifs à court terme notamment sur le plan de la productivité.

4.2. Les effets dynamiques de la privatisation

A travers le tableau 3, l'analyse expose à la fois les généralités (4.2.1) et les spécificités (4.2.2) relatives à ces effets.

4.2.1 Les généralités sur les effets dynamiques

L'on pourrait remarquer que pour chaque entreprise, la variable "cycle" a un effet significatif et positif sur la productivité des entreprises. De même, l'on doit tenir compte d'un certain nombre de réalités :

- premièrement, lorsque le coefficient lié à la variable T est positif, cela traduit le fait que globalement, l'on observe une hausse de l'indice de productivité sur l'ensemble des 7 années considérées pour l'entreprise ;
- deuxièmement, un coefficient de la variable P positif, indique une hausse de l'indice de productivité lors de la privatisation (effet de seuil) ;
- troisièmement, un coefficient de la variable TP positif signifie un redressement de la productivité plus rapide en moyenne, après la privatisation (de l'année 0 à l'année + 3), c'est-à-dire une augmentation de l'efficacité dynamique de

la privatisation sur la productivité de l'entreprise considérée.

Le coefficient de la variable P apporte une information assez proche de celle fournie par la première variante du test de Wilcoxon exposée plus haut. Cependant, ici, les résultats sont donnés entreprise par entreprise. Sur l'horizon pris en compte, l'effet de la privatisation sur la productivité est positif pour 2 entreprises sur 9 et n'est d'ailleurs positif et significatif que pour une entreprise. D'où l'absence de significativité observée dans la 1^{ière} variante du test de Wilcoxon effectuée plus haut.

Tableau 3 : Résultats de l'estimation du modèle de régression SUR

	Cycle	R ² Ajusté	Fisher	
	0,047 0,019**	0,987	54,871***	
	C	T	P	TP
AES-SONEL	0,173 0,124	0,157 0,040***	-1,286 0,437***	0,248 0,089***
CAMRAIL	1,338 0,106***	0,016 0,007**	-0,304 0,044***	0,072 0,011***
CHOCOCAM	2,359 0,420***	0,192 0,176	1,190 1,590	-0,306 0,370
SOCAPALM	0,621 0,200***	-0,048 0,099	-1,295 0,582**	0,362 0,147**
HEVECAM	0,641 0,130***	-0,159 0,077*	-0,995 0,460**	0,283 0,105**
SCDM	3,249 0,148***	0,227 0,053***	-4,265 3,090	0,942 0,613
SEPBC	2,675 0,171***	0,327 0,074***	1,903 0,621***	-0,487 0,134***
SN-COCAM	2,040 0,328***	0,154 0,143	-1,167 0,801	0,205 0,181
CAMSHIP	1,056 0,232***	0,263 0,097**	-0,659 0,530	0,089 0,146

Source : Auteur à partir des données de l'INS.

Note : Le chiffre de la première ligne est le coefficient et celui de la seconde ligne, le t de Student.

* : coefficient significativement différent de zéro à 10%

** : coefficient significativement différent de zéro à 5%

*** : coefficient significativement différent de zéro à 1%

Toutefois, c'est la variable TP qui permet de saisir réellement l'effet dynamique de la privatisation sur la productivité. Les coefficients de cette dernière variable sont positifs pour 7 entreprises sur 9, mais ne sont significatifs et positifs que pour 4 entreprises. L'on doit alors conclure qu'en termes d'effets dynamiques sur la productivité, le gain imputé à la privatisation n'est pas confirmé de façon absolue pour les entreprises camerounaises sur l'horizon pris en compte.

Ces résultats semblent aller en contradiction avec les thèses néo-libérales qui sont souvent sous-jacentes aux programmes de privatisation. Néanmoins, lesdits résultats ne sont guère surprenants au regard de ceux obtenus dans des études similaires dans divers pays africains (Sanni Yaya, 2005 ; Boubakri et Cosset, 1998), qui concluent que l'impact positif de la privatisation sur les performances des sociétés en général et sur la productivité en particulier n'est pas acquis. Okten et Arin (2006), Alexandre et Charreaux (2004), Villalonga (2000), montrent que les effets positifs de la privatisation, dans le cas particulier de la productivité, ne sauraient être automatiques. De façon globale, ceci est dû à plusieurs raisons qui se résument pour l'essentiel à :

- des effets environnementaux qui sont principalement liés à la structure du marché et à la conjoncture économique ;
- des effets de propriété qui concernent la redéfinition des stratégies et du mode de gestion de la société suite au transfert de propriété ;
- des effets structurels et de délais, puisque les entreprises ayant une certaine envergure ont souvent une organisation et une structure rigide et inerte qui réclament un certain temps avant de pouvoir réagir à l'action de la privatisation²³.

²³ Ceci nous ramène à la réserve déjà émise plus haut sur l'horizon de l'étude (7 ans) qui reste assez limité pour pouvoir prendre toute la mesure des changements opérés par la privatisation. Mais, cet horizon reste dans le sillage de ce qui est fait dans des études similaires notamment celles d'Alexandre et Charreaux (2004), ou de Megginson *et al.* (1994).

4.2.2 Les spécificités sur les effets dynamiques

Ces spécificités sont analysées aussi bien du point de vue individuel des entreprises que du point de vue sectoriel.

- Premièrement, sur le plan individuel des entreprises, AES-SONEL notamment a connu un effet positif de la privatisation sur la productivité. Le coefficient de TP est en effet positif et significatif à un seuil de 1%. Seulement, si ce résultat traduit une amélioration de la rapidité avec laquelle évolue l'indicateur de productivité, il cache cependant une réalité préoccupante en ce qui concerne l'offre d'énergie électrique. La fourniture insuffisante d'énergie a en effet contraint les consommateurs d'électricité à se familiariser avec le phénomène de "délestages" encore quasi-inconnus avant la privatisation de la SONEL. Cette situation est le reflet d'au moins deux faits : d'une part, la forte dépendance de la société vis-à-vis de l'énergie hydroélectrique et par ricochet la dépendance vis-à-vis des aléas climatiques (5 089,9 GWh d'énergie fournie par la société était d'origine hydroélectrique en 2017 soit environ 94% de la production totale ; Eneo, 2018) ; d'autre part, une politique d'investissement qui n'a pas suivi le rythme de la croissance de la demande d'énergie qui est d'environ 4,8% en 2017. Pour ce qui est de la REGIFERCAM devenue CAMRAIL, il y a également une amélioration sensible de l'indice de productivité depuis la privatisation, si l'on se base sur le coefficient de TP qui est positif et significativement différent de zéro à 1%. Toutefois, il faudrait tenir compte du fait que ce résultat a largement été influencé par des facteurs tels que la coïncidence entre la privatisation et le début des travaux de construction du pipeline TCHAD – CAMEROUN dont le transport des matériaux a en majeure partie été assuré par la CAMRAIL.

- Deuxièmement, sur le plan sectoriel des entreprises, l'analyse est effectuée ici selon deux approches, celle se basant sur la classification des entreprises en fonction des secteurs traditionnels de l'économie auxquels elles se rapportent, tel qu'exposé dans la partie réservée à la présentation des données d'une part, et celle se basant sur la répartition des entreprises selon qu'elles relèvent de secteurs concurrentiels ou non d'autre part. Ainsi, en se basant sur la classification des entreprises **selon les secteurs traditionnels de l'économie** auxquels elles appartiennent, les sociétés du secteur primaire peuvent être considérées comme étant les plus dynamiques avec une proportion d'entreprises de 2/2 (c'est-à-dire toutes les deux entreprises du secteur) qui ont un effet positif et significatif de la privatisation sur leur productivité. Les proportions ne sont que de 1/4 et 1/3 respectivement pour les secteurs secondaire et tertiaire. Ce résultat reste assez conforme à la tradition du pays qui a toujours su compter sur le dynamisme de son agriculture et de ses produits de base depuis les années 1960.

De même, en se basant sur **la classification des entreprises selon qu'elles appartiennent à des secteurs concurrentiels ou non** :

- sur les trois entreprises AES-SONEL, CAMRAIL et SEPBC qui évoluent dans des secteurs non-concurrentiels, seule la SEPBC présente un coefficient négatif et significatif (pour la variable TP), haut, les coefficients des deux autres entreprises étant positifs et significatifs à 1% ;
- pour le restant des entreprises de l'échantillon qui appartiennent de fait à des secteurs plus ouverts à la concurrence, seule la CHOCOCAM affiche un coefficient négatif de la variable TP, mais celui-ci n'est pas significatif. En réalité, seules deux entreprises issues des secteurs plus ouverts à la concurrence présentent des coefficients positifs et significatifs, il s'agit de la SOCAPALM et d'HEVECAM²⁴.

Cette faible proportion d'entreprises relevant des secteurs concurrentiels (2/6) qui ont connu un effet positif de la privatisation sur leur productivité peut paraître inattendue, si l'on suppose que les secteurs concurrentiels offrent souvent le cadre le plus propice au déploiement des gains de productivité, grâce à la compétition qui peut y exister entre opérateurs. Cependant, le caractère embryonnaire et désarticulé du tissu industriel camerounais (Hugon, 2004) qui ne présente pas outre mesure, un grand nombre d'entreprises dans les différentes branches, ne constitue pas toujours un facteur suffisant de stimulation de la compétition et donc de stimulation de la productivité dans les secteurs considérés.

5. Conclusion

L'objectif du présent article était d'examiner, dans le cadre du Cameroun, les effets de la privatisation des entreprises publiques sur leur productivité.

²⁴ Bien qu'il n'y ait par exemple pas beaucoup de producteurs de caoutchouc au Cameroun, l'on admet que puisque du point de vue réglementaire notamment, il n'y a pas de barrière à l'entrée, ce secteur ainsi que ceux dans lesquels évoluent les autres entreprises – à savoir : SOCAPALM, CAMSHIP, CHOCOCAM, SCDM, SN-COCAM – sont tous ouverts à la concurrence.

L'on s'est fondé notamment sur le fait que la productivité constitue un instrument de mesure des effets de la privatisation qui touche à un des plus gros reproches faits aux entreprises publiques à savoir le gaspillage des ressources. Pour saisir ces effets, il a été nécessaire de distinguer entre effets statiques et effets dynamiques de la privatisation sur la productivité.

Premièrement et en ce qui concerne les effets statiques ou de niveau de la privatisation, la comparaison des indices de productivité des années -3, 0 et +3 de la privatisation a révélé une amélioration de ces indices au fil du temps et tant sur le plan de la moyenne que sur celui de la médiane. Cependant, cette amélioration n'est significative et à 10% que dans la confrontation des années extrêmes -3 et +3. Deuxièmement, en termes d'effets dynamiques, seules 4 entreprises sur 9 ont connu un effet positif et significatif de la privatisation sur la productivité. De même, sur un plan sectoriel, le secteur primaire d'une part et les secteurs non-concurrentiels d'autre part sont ceux qui ont connu l'impact positif le plus sensible de la privatisation.

Références bibliographiques

- Alchian, A. A. (1965). Some Economics of Property Rights. *Il Politico*, 30, 816-829.
- Alexandre, H. et G. Charreaux (2004). L'Efficacité des Privatisations Françaises : une Vision Dynamique à travers la Théorie de la Gouvernance. *Revue Economique*, 55(4), 791-822.
- Arrow, K. J. (1962). The Economic Implications of Learning by Doing. *The Review of Economic Studies*, 29(3), 155-173.
- Baily, E. E. and J. E. Pack (1995). Introduction. In E. E. Baily and R. Pack (eds), *The Political Economy of Privatization and Regulation* (pp. xii-xxii). Aldershot, The International Library of Critical Writings in Economics, Edward Elgar Publishing Limited.
- Bekolo, C. (1995). La Relance des Entreprises Publiques au Cameroun : une Approche par la Libération. In M. M. Agbodan et F. G. Amoussouga (eds), *Les Facteurs de Performance de l'Entreprise* (pp. 29-38). AUPELF-UREF, John Libbey Eurotext, Paris.
- Berthélemy, J. C., C. Kauffmann, M. A. Valfort et L. Wegner (2004). *Privatisation en Afrique Subsaharienne : Un Etat des Lieux*. OECD, Paris.
- Bhattacharyya, A., T. R. Harris, R. Narayanan and K. Raffiee (1995). Specification and Estimation of the Effect of Ownership on the Economic Efficiency of the Water Utilities. *Regional Science and Urban Economics*, 25, 759-784.
- Boubakri, N. and J. C. Cosset (1998). The Financial and Operating Performance of Newly Privatized Firms : Evidence from Developing Countries. *Journal of Finance*, 53, 1081-1110.
- Boycko, M., A. Shleifer, and R. W. Vishny (1996). A Theory of Privatization. *Economic Journal*, 106(435), 309-319.
- Bozec, R. (2004). L'analyse Comparative de la Performance entre les Entreprises Publiques et les Entreprises Privées : le Problème de Mesure et son Impact sur les Résultats. *L'Actualité Economique*, 80(4), 619-654.
- Buchanan, J. M. and G. Tullock (1962). *The Calculus of Consent : Logical Foundations of Constitutional Democracy*. University of Michigan Press.
- Demsetz, H. (1967). Towards a Theory of Property Rights. *American Economic Review*, 57, 347-359.
- Ehrlich, I., G. Gallais-Hamonno, Z. Liu and R. Lutter (1994). Productivity Growth and Firm Ownership: an Analytical and Empirical Investigation. *Journal of Political Economy*, 102(15), 1006-1038.
- Eneo (2018). Pas à pas, Eneo Transforme le Service Electrique. *Rapport Annuel 2017*. Eneo, Douala, Cameroun.
- Etogo Nyaga, Y.P. (2013). *Effets de la Privatisation des Entreprises Publiques au Cameroun*. Thèse de Doctorat en Sciences Economiques. Université de Yaoundé II, Cameroun.
- Foch, A. (2014). Les Effets Micro- et Macroéconomiques de la Privatisation des Infrastructures dans les Pays en Développement : une Revue de la Littérature Empirique. *Revue d'Economie Politique*, 124(5), 715-753.
- Hausman, W. J. and J. L. Neufeld (1991). Property Rights Versus Public Spirit: Ownership and Efficiency of U.S. Electric Utilities Prior to Rate-of-Return Regulation. *The Review of Economics and Statistics*, 73(3), 414-423.
- Hjalmarsson, L. and A. Veiderpass (1992). Productivity in Swedish Electricity Retail Distribution. *Scandinavian Journal of Economics*, 94, 193-205.
- Hugon, P. (2004). A-t-on le Droit de Jouer sur les Maux Africains ?. *Tiers-Monde*, 45(180), 871-880.
- INS (2010). *Le Répertoire des Entreprises du Cameroun : Principaux Résultats, Les Cent Premières Entreprises en Termes de Chiffre d'Affaires*. Institut National de la Statistique, Yaoundé.
- Jensen, M. and W. Meckling (1976). Theory of the Firm: Managerial Behavior, Agency Cost, and Ownership Structure. *Journal of Financial Economics*, 3(4), 305-360.
- Leibenstein, H. (1966). Allocative Efficiency versus X-Efficiency. *American Economic Review*, 56(2), 392 - 415.

- Meggison, W.L., R. C. Nash and M. Van Randenborgh (1994). The Financial and Operating Performance of Newly Privatized Firms: an International Empirical Analysis. *Journal of Finance*, 59(2), 403-452.
- Nakane, M. I. and D. B. Weintraub (2005). Bank Privatization and Productivity: Evidence for Brazil. *Journal of Banking and Finance*, 29, 2259-2289.
- Okten, C. and K. P. Arin (2006). The Effects of Privatization on Efficiency: How Does Privatization Work ? *World Development*, 34(9), 1537-1556.
- Sanni Yaya, H. (2005). Des Limites de l'État aux Vertus du Marché: Effets de la Privatisation sur la Performance des Entreprises Publiques - une Etude de Cas Multiples au Bénin. *Perspective Afrique*, 1(1), 59-89.
- Staub, R. B., G. Souza and B. M. Tabak (2010). Evolution of Bank Efficiency in Brazil: a DEA Approach. *European Journal of Operational Research*, 202, 204-213.
- Touna Mama (1996). Crise Economique et Politique de Déréglementation au Cameroun. L'Harmattan, Collection Alternatives Rurales, Paris.
- Touna Mama (1998). La Mondialisation et l'Economie Camerounaise. Edition Saagraph, Fondation Friedrich Elbert Stiftung, Yaoundé.
- Tsafack-Nanfosso, R. (2004). The Process of Privatisation in Cameroon. *African Development Yearbook*, 10, 505-520.
- Villalonga, B. (2000). Privatization and Efficiency: Differentiating Ownership Effects from Political, Organizational, and Dynamic Effects. *Journal of Economic Behaviour and Organization*. 42, 43-74.
- Zellner, A. (1962). An Efficient Method of Estimating Seemingly Unrelated Regression and Test of Aggregation Bias. *Journal of the American Statistical Association*, 58, 500-509.

$$E = \begin{bmatrix} \varepsilon_1 \\ \vdots \\ \varepsilon_9 \end{bmatrix} \quad \text{où} \quad \varepsilon_i = \begin{bmatrix} \varepsilon_{i,1} \\ \vdots \\ \varepsilon_{i,7} \end{bmatrix} \quad \text{avec } i = 1, \dots, 9.$$

Dès lors, il devient aisé d'obtenir la matrice des variances-covariances par la construction suivante:

-les éléments diagonaux ont la forme : $s_{ii} = \frac{\varepsilon_i' \varepsilon_i}{n - k_i}$;

- les éléments non diagonaux sont de la forme : $s_{ij} = \frac{\varepsilon_i' \varepsilon_j}{\sqrt{n - k_i} \sqrt{n - k_j}}$.

La matrice de variances-covariances obtenue aide au calcul des Moindres Carrés Généralisés.